

Lutte et la prévention de l'extrémisme violent dans la zone sahélo-saharienne: Les leaders religieux s'activent

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 27 SEPTEMBRE 2022

1188

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



3ème édition de la Coupe Yeah Samaké à Ouélessébougou

Le Président d'honneur du PACP offre un château d'eau



Inondation : Plus de 500 maisons écroulées à Syn, cercle de Djenné



Affaire militaires ivoiriens détenus au Mali : Incertitudes sur la mission CEDEAO prévue pour aujourd'hui



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

26 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

417

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

528 443 Vaccinations incomplètes

1 809 590 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 607

Guéris

31 481

Décès

741

dont 300 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.17



P.25



/ Une /

3ème édition de la Coupe Yeah Samaké à Ouélessébougou : Le Président d'honneur du PACP offre un château d'eau

P.5

/ Brèves /

Le Premier Ministre PI aux NU : Moussa Mara déplore « le ton belliqueux » du discours du premier ministre par intérim à la tribune de l'ONU

P.11

Énergies renouvelables : Le continent africain ne représente que 2,41 % des emplois dans le secteur des énergies renouvelables (rapport)

P.11

Dr Brehima Fofana : « Antonio Guterres dans le sale drap de la diplomate pacotille de parti pris impérialiste ! »

P.12

Mali : Menace sur l'année scolaire 2022-2023

P.12

Mali : Un pays de paix

P.12

/ Actualité /

Hommage au père fondateur de la commune de Zégoua : Un monument dédié à feu Zié OUATTARA

P.14

Inondation : Plus de 500 maisons écroulées à Syn, cercle de Djenné

P.15

Assainissement : Seydou Nantoumé fait parler son cœur !

P.16

Lutte et la prévention de l'extrémisme violent dans la zone sahélo-saharienne : Les leaders religieux s'activent

P.17

Garde nationale du Mali : Bientôt la MUGARDE logée

P.18

Niger : Réactions indignées après les attaques du PM malien contre le président Bazoum

P.19

Lutte contre les constructions illicites : La DNUH célèbre 11 de ses agents

P.20

/ Politique /

Assimi Goïta et la défense de la souveraineté du Mali : Plus qu'un slogan

P.23

Le Premier Ministre PI aux NU : L'ancien Ministre Seydou Traoré répond à l'ancien PM Moussa Mara

P.24

Révélation par le PM PI. malien sur la vraie identité du Président nigérien Bazoum à l'ONU :

P.25

Le parti DCA condamne les « propos discourtois et malencontreux » contre nos autorités.

P.25

Affaire militaires ivoiriens détenus au Mali : Incertitudes sur la mission CEDEAO prévue pour aujourd'hui

P.26

/ Culture & société /

Rencontre photographie de Bamako : La 13è édition prévue du 8 décembre 2022 au 8 février 2023

P.28

/ International /

Sénégal : La Casamance se recueille à la mémoire des naufragés du Joola

P.29

Au Nigeria : Les candidats à la présidentielle se préparent pour 5 mois de campagne

P.30

/ Sport /

Équipe nationale : Aliou Cissé livre les clés de la réussite de Sadio Mané

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



3^{ème} édition de la Coupe Yeah

Samaké à Ouélessébougou

Le Président d'honneur du PACP offre un château d'eau

La troisième édition de la Coupe « Yeah Samaké » de Ouélessébougou a connu son apothéose avec la finale - jouée le jeudi 22 septembre 2022 au stade municipal de cette commune - opposant le Centre Sportif de Jitoumou A au Centre Sportif de Jitoumou B. Au-delà du succès éclatant de cette finale, le Président d'honneur du PACP, Yeah Samaké, a évoqué l'importance du développement infrastructurel et la souveraineté du Mali. « Chaque malien peut apporter sa petite contribution pour sauvegarder la souveraineté du Mali », a-t-il souligné.

C'est une forte délégation, composée de personnalités politiques et de jeunes du PACP qui a rejoint Jitoumou, pour célébrer la 3^{ème} édition de la Coupe Yeah Samaké à Ouélessébougou.

Le président d'honneur du parti pour l'Action Civique et Patriotique était à l'honneur. Le stade municipal de la commune rurale de Ouélessébougou a rythmé au couleur de la nation malienne tout entière qui a célébré son 62^{ème}

anniversaire de l'accession à la souveraineté internationale. Réuni autour du sport roi, cette finale avait marqué la présence de plusieurs autorités. Outre le parrain Niankoro Yeah Samaké, l'ancien Ambassadeur du Mali en Côte d'Ivoire, Ousmane Ag Rhissa, Mory Samaké vice-président du parti pour l'Action civique et Patriotique (PACP), Moussa Sira Sissoko, président des jeunes du PACP, entre autres y étaient bien présents.

Pour cette 3^{ème} édition de la coupe « Yeah Samaké » organisée dans le cadre de la commémoration de la fête de l'indépendance, la cérémonie était présidée comme les années précédentes, par l'ex-ambassadeur du Mali en Inde, Yeah Samaké avec à ses côtés, son épouse et le maire de Ouélessébougou.

La finale a opposé le Centre Sportif de Jitoumou A au Centre Sportif de Jitoumou B. Pendant 90 minutes de jeu, les joueurs des deux



équipes ont montré leurs savoir-faire et ont émerveillé la foule. Mais puisqu'il faut un gagnant, la victoire est allée dans le camp du centre sportif Jitoumou B. Cette finale illustre les qualités et les valeurs que les autorités doivent promouvoir afin de permettre aux jeunes de développer leurs potentiels dans le

domaine sportif que dans d'autres secteurs d'activités pour le développement et la souveraineté du Mali.

Ce fut l'occasion pour l'ambassadeur pour tenir sa promesse faite lors de la deuxième édition. Il avait promis offrir un Château d'eau à la commission sportive de Jitoumou. Ce qui fut

fait pour un montant estimé à 8 Millions de FCFA.

Selon lui, cet anniversaire amorce le top départ de la souveraineté du Mali. « **A l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire de l'indépendance du Mali, et le top départ de la souveraineté du Mali, nous nous sentons très souverain et celle-ci exige de nous maliens, un don de soi, un sacrifice. Parce que ce vaste terrain que nous avons déjà aménagé n'a pas de point d'eau. Alors nous avons promis, lors de la deuxième édition de la Coup Yeah Samaké PACP de Ouélessébougou l'année dernière que nous allons offrir un château d'eau et des toilettes pour ce grand terrain. Aujourd'hui nous avons pu réaliser le château et dans les jours à venir, ce serait les toilettes pour le bénéfice de tous ceux qui fréquentent ce terrain et pour le sport de Ouélessébougou** », a indiqué l'Ambassadeur Yeah Samaké.

Selon lui, chaque malien est un soldat qui doit combattre pour le développement et la souveraineté du Mali. « **Nous sommes des soldats, des combattants pour la souveraineté de notre pays. Chaque ma-**



lien peut apporter sa petite contribution pour sauvegarder la souveraineté du Mali

», a précisé l'Ambassadeur qui souligne que c'est dans ce cadre qu'il soutient fermement le président de la transition, Assimi Goïta pour les politiques courageuses qu'il est en train de mener pour assurer la souveraineté de l'état malien.

Toutefois, le président d'honneur, Yeah Samaké a invité les autorités de la transition à éviter l'isolement de notre pays. « Nous invitons les autorités à œuvrer pour que le Mali ne soit pas un pays isolé. **« La souveraineté et l'isolement ne sont pas synonymes. Nous pouvons assumer pleinement notre souveraineté en restant connectée avec la communauté internationale, en restant dans le concert des Nations »**. Toujours selon lui, le combat engagé par le Mali doit commencer par le développement infrastructurel et la stabilité politique du pays à travers

un rassemblement des fils et filles de ce pays pour que cette souveraineté ne soit pas un vain mot. Pour finir, il a souligné l'importance du développement du Mali dans le combat engagé par les autorités de la transition.

L'ambassadeur Yeah Samaké en l'espace d'un mois à réaliser plusieurs projets pour le Mali dans le développement humain et infrastructurel. Le 08 Septembre 2022, le président de la Fondation Empower-Mali, Yeah Samaké a rencontré au siège national du Parti pour l'Action Civique et Patriotique sis à Kalaban Coura, les demandeurs de bourse d'étude sur l'Inde. Cette rencontre première du genre pour l'année 2022, avait pour objectif de mieux échanger avec les intéressés afin d'être bien édifié particulièrement sur les bourses sur l'Inde mis à disposition de sa fondation pour les jeunes étudiants maliens. Le Groupe de l'Institut Technique et Professionnel Universitaire de Mohali, en Inde du Nord a mis à la disposition

de la Fondation Empower-Mali les bourses d'études pour les étudiants maliens. Sur les 95 bourses décrochées par l'ambassadeur, 55 bourses jeunes maliens iront étudier dans les universités aux USA, 22 pour le niveau lycée et 18 autres bourses pour l'Inde.

Le jeudi 15 septembre 2022, il était dans le village de Lambata, une localité située à la frontière Mali- Guinée dans la commune de Niouma Magana où il a procédé à la pose de la pierre pour la construction d'un bâtiment de trois salles de classes d'une valeur de 39 Millions de FCFA. Autant dire que l'homme s'investi dans le développement humain et infrastructurel pour un véritable développement du Mali. Il a également construit des dizaines de bâtiments scolaires à travers le pays. Signe d'un patriotisme concret !

Binadjan Doumbia



■ Ammy Baba Cisse



C'est avec consternation que j'ai appris de sources proches le décès de Boubacar Diarra, Promoteur de Radio Miracle FM. Que la terre lui soit légère ! Amène



■ Jeune Afrique



Treize ans après avoir reçu une balle dans la tête et été contraint de quitter le pays, le capitaine Moussa Dadis Camara est revenu dimanche à #Conakry. Son procès, aux côtés de dix co-accusés, pour les crimes commis le 28 septembre 2009, débutera ce mercredi.



■ Seydou Traoré



Bon sang ne saurait mentir. Honorable, vous êtes la fierté d'une famille qui a tout donné au Mali et dont les enfants sont des "self made men". Le Mali a besoin de politique de ce genre. Courage et garde le cap !



■ Boubacar Diarra



Félicitations à Issa Kaba et Adelle Samake du groupe renouveau à mon ami Ben cherif Cherifla Tv et mon ami MYLMO NSAHEL, bon vent pour le reste.



■ Kemi Seba Officiel



Chaque fois que des africains dignes se lèvent contre l'oppression que subissent leurs semblables, l'élite occidentale sort toujours de son chapeau des africains lobotomisés toujours prompts à salir leurs frères, et à défendre leur maître.

■ Macky Sall



A l'occasion, ce 26 septembre, de la commémoration du 20e anniversaire du naufrage du #Joola, je renouvelle la solidarité de la Nation aux familles des victimes. Le temps qui passe n'effacera jamais le souvenir de nos mémoires. Souvenir que nous gardons à jamais!



■ Jigi



Réaction de Youssouf Mohamed Elmouctar, ministre délégué auprès du ministre d'Etat aux Affaires étrangères du #Niger, aux propos tenus le 24 septembre 2022 à New York par le premier ministre par intérim des autorités de transition du #Mali, le colonel Abdoulaye Maïga.



Elmouctar Youssouf

Suite à l'intervention du PM pi du Mali
Je réagi vigoureusement et condamne fermement le contenu de ses propos sur SEM Mohamed Bazoum Président de la République, chef de l'État du Niger.

L'ivresse de la junte malienne lui a fait oublier le sens du protocole et de la diplomatie.

Il a fait honte à l'Afrique et au monde civilisé.

Je pense que la nullité et la bassesse de ces propos le confondent, lui et le reste de la junte malienne en un organe en dégénérescence avancée.

Le Président Bazoum restera fidèle à son credo celui d'aider le Mali et le sahel à juguler cette crise sécuritaire et défendre la gouvernance démocratique au sein de la Cedeao que cela plaise ou pas à la junte malienne.
Je sais que beaucoup de maliens sont tristes de cette sortie ratée de leurs supposés dirigeants qu'ils ne méritent point.

Youssouf Mohamed Elmouctar

■ Gouvernement du Mali



Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants en visite à l'atelier coupe et couture de la DCA.

Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, accompagné d'une délégation a effectué, le lundi 26 septembre 2022, une visite guidée à l'atelier de confection de tenues du Commissariat des Armées à Kati. Il était accompagné du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE, du Ministre de l'Economie et des Finances, M. Alousséni SANOU, du Chef d'Etat-Major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA, du Commandant de la Zone de Défense N°3 de Kati, le Colonel Boubacar Yansary SANOGO et de plusieurs chefs militaires.

Créé dans les années 1960 puis rénové en 2017, cet atelier est équipé d'une centaine de machines de dernière génération pouvant réaliser jusqu'à 100 tenues de combat par jour. Il est aussi composé d'une salle de conception assistée par ordinateur, d'une salle de patronage et de broderie, d'un magasin de stockage de produits finis et bruts, d'un laboratoire physique et chimique et d'une salle de dépannage. Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants et sa délégation étaient venues s'enquérir de l'état des lieux.



ACTUALITÉS _ MRE

Ce lundi 26 septembre 2022, le ministre de la Refondation de l'Etat, Ibrahim Ikassa MAÏGA a représenté le Premier ministre par Intérim, le Col Abdoulaye MAÏGA, à l'Atelier national sur la transposition dans la législation nationale des dispositifs du Socle Juridique de la Conférence Inter-africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), organisé par le Ministère de la Santé et du Développement social.

Cet important atelier qui se tient du 26 septembre au 1 er octobre 2022 se veut comme objectif de réfléchir et d'échanger sur les modalités de transposition dans la législation malienne de certaines dispositions du socle juridique de sécurité sociale applicable aux États membres de la Conférence Inter-africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES).

#CCOM-MRE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

CONNECTEZ-VOUS



TÉLÉ-DÉCLARATION

JOURNÉES PORTES OUVERTES



DU 19 AU 23 SEPT 2022
AGENCE PRINCIPALE
INPS, COMMUNE IV



SERVICES OFFERTS

- ✓ Faire la demande d'immatriculation des employeurs et assurés en ligne
- ✓ Faire l'affiliation des assurés en ligne
- ✓ Faire la demande de télé-déclaration pour les employeurs en ligne
- ✓ Faire la demande de télé consultation assurés et retraités en ligne
- ✓ Faire les déclarations nominatives et récapitulatives en ligne
- ✓ Faire les relevés nominatifs en ligne
- ✓ Consulter les cotisations et les mandats en ligne

Désormais, faites vos déclarations en ligne pour
gagner du temps et éviter les pénalités

www.inps.ml

(+223) 20 21 60 13 / 75 23 73 73 / 77 25 22 98

Le Premier Ministre P.I aux NU : Moussa Mara déplore « le ton belliqueux » du discours du premier ministre par intérim à la tribune de l'ONU



Communique | J'ai suivi avec grand intérêt le discours du premier ministre par intérim à la tribune de l'ONU le samedi 24 septembre 2022.

Je me réjouis que le Mali par la voix de son chef de gouvernement réaffirme son attachement au respect des droits de l'homme, à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, au retour à l'ordre constitutionnel et à une résolution des crises qu'il traverse par la délivrance de services adéquats aux populations en matière de sécurité, de justice et de bien-être.

En revanche, je déplore le ton belliqueux employé vis-à-vis de certains partenaires, particulièrement ceux de notre espace sous-régional et qui risquent malheureusement de détériorer les relations de bon voisinage avec ces pays qui nous entourent.

Il est évident que le temps significatif consacré à répondre à des commentaires à notre endroit, aurait pu être mis à profit pour mettre en évidence les préoccupations concrètes, réelles et fortes de nos compatriotes ainsi que les solutions envisagées pour leurs résolutions. Il est tout aussi dommage que le discours lu au nom du Mali n'ait pas davantage soutenu le 1^{er} vœu du Continent, exprimé par le Président de l'Union Africaine pour la réforme du conseil de sécurité eu égard à l'évolution du Monde. Il en est de même de nos préoccupations vis-à-vis des changements climatiques qui impactent durement notre pays et expliquent en partie les crises que nous traversons.

Compte tenu des fragilités du Mali, illustrées par la présence à ses chevets depuis plus d'une décennie, de l'ensemble de la communauté internationale, la multiplication des frondes et l'adoption d'une posture agressive vis-à-vis de l'extérieur sont contre productives pour notre pays.

J'invite en conséquence, nos autorités, à privilégier, en toutes circonstances, un dialogue constructif et apaisé avec tous, à recoudre les fils cassés avec nos voisins en particulier et plus généralement nos partenaires et à se focaliser davantage sur les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens ainsi que les missions assignées par la charte de la transition.

C'est uniquement à ces prix que notre pays retrouvera, conformément à ses valeurs et à sa grandeur d'antan, le chemin de la paix et de la prospérité.

Moussa MARA Ancien Premier ministre

Énergies renouvelables : Le continent africain ne représente que 2,41 % des emplois dans le secteur des énergies renouvelables (rapport)



Le secteur des énergies renouvelables pourrait être un excellent pourvoyeur d'emplois en Afrique, à condition de maîtriser les différentes technologies et y consentir d'importants investissements.

Dans son dernier rapport intitulé « Renewable Energy and Jobs », l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) indique que sur les 12,7 millions d'emplois que génère le secteur du renouvelable à travers le monde, seuls 307 000 concernent le continent africain, soit 2,41 % du total.

Ce faible taux s'expliquerait selon l'IRENA par un niveau de développement encore assez bas du secteur du renouvelable en Afrique. Les capacités installées sur le continent ne représenteraient qu'environ 1 % des capacités solaires photovoltaïques et éoliennes mondiales.

En effet, malgré le potentiel éolien et solaire du continent, le faible niveau de financement alloué à son secteur énergétique empêche le développement optimal de ce dernier et les emplois qu'il pourrait générer. L'adoption par l'Afrique d'une transition énergétique plus ambitieuse qui favorise l'accès à l'électricité renouvelable centralisée et décentralisée permettrait de créer des emplois directs et indirects, dans l'agriculture, les services de santé, le commerce et d'autres utilisations productives. Mais si le continent veut vraiment faire du renouvelable un levier pour la création d'emploi, il doit surtout miser sur la partie manufacture. En Chine, par exemple, sur les 2,7 millions d'emplois que génère le secteur du solaire, 59 %, sont reliés à la manufacture.

Les pays africains doivent donc miser sur la fabrication des panneaux solaires, des éoliennes, entre autres dispositifs au-delà de l'activité de distribution, qui plus est souvent assurée par des entreprises étrangères.

Une entreprise comme BBOX, présente dans une vingtaine de pays africains et qui a vendu plus de 500 000 systèmes solaires domestiques, ne compte qu'un peu plus de 1 000 employés en République démocratique du Congo, au Kenya, au Rwanda et au Togo.

Abdoulhah Diop / Source : Agence ecofin

Dr Brehima Fofana : « Antonio Guterres dans le sale drap de la diplomate pacotille de parti pris impérialiste ! »



Nous indexons bien cette diplomatie au style frelaté de fabrication Guterres qui fait de lui le juge international improvisé qui tranche dans le tas: " c'est évident que les militaires ivoiriens ne sont pas des mercenaires".

Voici un secrétaire général de l'ONU en pleine divagation mentale devant les Médias mensonges de Rfi et France 24 au service de la propagande de la France terroriste. Le secrétaire général n'a pas eu la décence de ne pas transformer le plateau des Médias mensonges Mille collines de la France en salle d'audience d'urgence de condamnation du Mali. N'en déplaise à ce diplomate pacotille : la seule évidence dans cette affaire des mercenaires de Ouatara, c'est bien la vassalisation du secrétaire général de l'ONU honteusement sortie de ses missions statutaires. Et absolument rien d'autre! C'est de l'évidence même que Guterres a préféré jouer à la caniche de Macron, plutôt que de s'investir à obliger le Conseil de sécurité à s'acquiescer de sa mission statutaire principale de maintien de la paix et de la sécurité internationales gravement menacées par le TERRORISME D'ETAT de la France officiellement dénoncé par le Mali.

Pr Brahima FOMBA

Mali : Un pays de paix

Faire la paix est toujours plus noble et bénéfique pour un pays. Je pense que le Mali qui a en grande partie raison sur la façon dont la Côte d'Ivoire a envoyé ses hommes dans notre territoire, peut prendre de la hauteur, en profitant de la présence des trois chefs d'état de la CEDEAO pour montrer que nous sommes comme toujours un pays de paix, de solidarité et de l'unité africaine et non un pays agressif. Nos autorités doivent donc au nom de nos valeurs et en l'honneur des chefs d'état qui se sont déplacés pour venir au Mali pour promouvoir la paix, accepter de libérer les 46 ivoiriens détenus chez nous. Un tel geste ne fera que rehausser l'image du Mali auprès des populations africaines et de celles du reste du monde. Opinion d'un citoyen lambda !!!!

Source : Le Pouce

Mali : Menace sur l'année scolaire 2022-2023



Après cette attaque du Centre d'Animation Pédagogique (CAP) de la Commune de Kléla, avril dernier, les travailleurs ont déserté les lieux, entraînant ainsi la fermeture de plusieurs écoles de ladite Commune. Les candidats au Diplôme d'Études Fondamentales (DEF) de ces différentes écoles ont été transférés à Sikasso pour le reste de l'année scolaire, renvoyant ainsi les autres élèves en vacance obligatoire.

Aussi, depuis quelques semaines, les habitants signalent des mouvements des hommes armés notamment entre la Commune de Koro Barrage, celle de Kléla, et autres localités. L'année scolaire 2022-2023 s'annonce mal dans un tel contexte d'insécurité. Selon nos sources, après le déménagement du CAP de Kléla à Sikasso, les enseignants aussi ont peur de rejoindre leur poste. Ils auraient décidé de ne pas ouvrir les classes, tant que le CAP est à Sikasso. Est-ce pour dire que ces écoles resteront fermées cette année comme ce fut le cas à Zantiguila (2020-2021) et à Nongon Chouala (2021-2022) ? À titre de rappel plus de mille (1 000) écoles sont fermées aujourd'hui dans notre pays pour raison d'insécurité. La menace plane sur les populations et persiste. Le lundi 19 septembre 2022, des éléments armés ont arrêté un motocycliste qui revenait d'un voyage et ils lui ont demandé sa profession. Il répond qu'il était paysan. Pour se rassurer, ces bandits armés pris son téléphone et fouillé son répertoire, avant de lui le remettre et l'ont obligé à enlever l'autocollant de sa moto qui était la photo du Colonel Assimi Goïta. Heureusement, il y a eu plus de peur que de mal. À quelques encablures des récoltes que faire ? Alors faut-il attendre la mort avant d'appeler le médecin ?

Y.C / Source : Inter De Bamako





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Hommage au père fondateur de la commune de Zégoua : Un monument dédié à feu Zié OUATTARA

Un monument dédié au premier chef du village de la commune Zégoua, feu Zié OUATTARA, a été inauguré, dimanche dernier. Le préfet du cercle de Kadiolo, Mamadou Garan TRAORE, a procédé à la coupure symbolique du ruban du monument.

C'était en présence du chef de village, Fatogoma OUATTARA ; du maire de commune de Zégoua, Bakary COULIBALY ; des Chefs des 11 villages de la commune de Zégoua ; des autorités

administratives, politiques et coutumières du cercle de Kadiolo ; des représentants des services techniques et des organisations de la société civile du cercle de Kadiolo.

Ce monument, dédié au père fondateur de

cette agglomération et réalisé sur l'ancien site du village au carrefour de la route de Kadiolo, est une initiative du bureau communal du CNJ, en partenariat avec l'Association culturelle "Yèrèdon de Kadiolo".

La ville de Zégoua, chef-lieu de la commune du même nom, est située à 2 km au nord de la frontière avec la Côte d'Ivoire et à 14 km au sud-est de Kadiolo, sur la RN7, la route principale reliant Sikasso et Ouangolodougou sur l'axe international reliant Bamako au port d'Abidjan.

Au cours de son allocution, le chef de village de Zégoua, Fatogoma OUATTARA, a déclaré que, "cet instant d'inauguration sera marqué d'une pierre blanche dans les annales de l'histoire de la localité".

« Aujourd'hui, c'est un grand jour, car c'est la réincarnation de Zié OUATTARA », a-t-il souligné.

Aussi, il a invité les jeunes à chercher à mieux connaître le passé très riche de Zégoua. L'occasion était bonne pour lui de rafraîchir les mémoires sur les différents chefs de village qui se sont succédé depuis la création du village en 1746.

Avant de terminer, le chef coutumier a rendu un vibrant hommage aux forces armées maliennes (FAMA), en guerre contre le terrorisme et a invité la population à les soutenir dans leur travail.

De son côté, le président du Comité communal du CNJ de Zégoua, Yacouba OUATTARA, a fait savoir que cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un volet du plan triennal de la jeunesse communale pour promouvoir la culture locale.

En effet, il a rappelé que ce village a été créé dans les années 1746 par Zié OUATTARA.

Le maire de la commune de Zégoua, Bakary COULIBALY, a au nom des 11 villages qui composent la commune, exprimé toute sa fierté pour la réussite de l'événement. Ce monument, a-t-il fait savoir, est une initiative de la jeunesse de la localité en collaboration avec l'appui financier de l'Association Yèrèdon.

Pour rappel, la cérémonie a été marquée par les prestations des troupes folkloriques et un défilé imposant des Dozos, confrérie à laquelle appartenait Zié OUATTARA, fondateur du village.

■ Maffenin Diarra



Inondation : Plus de 500 maisons écroulées à Syn, cercle de Djenné

Les populations du village de Syn ont été victime d'une inondation la veille du vendredi 23 septembre 2022, suite à la crue accentuée par les précipitations survenues ces derniers jours. Le bilan provisoire fait état de 500 maisons écroulées, des infrastructures sociales de base entièrement submergées, près de 3000 personnes sont touchées. Aussitôt informé, le gouverneur de la région de Maiga, le Colonel major Abass Dembélé, a, urgemment, dépêché une mission conduite par le conseiller aux affaires économiques et financières du gouverneur de la région de Mopti, Ousmane Diallo. Il faut noter par ailleurs que cette délégation régionale composée des directeurs régionaux de l'hydraulique, du développement social et de l'économie solidaire et de la protection civile, a trouvé sur les lieux le préfet et le maire de la Commune urbaine de Djenné. Cette mission avait un double objectif. Un : évaluer les dégâts. Deux : apporter une aide d'urgence aux populations.



Tous les sinistrés étaient obligés d'abandonner leur maison en ruine pour certains, et d'autres sur le point de s'écrouler. La désolation, le chagrin, se lisaient sur des visages qui semblent désemparés par cette calamité naturelle. Il ressort des premières évaluations qu'aucune perte en vies humaines n'est à déplorer. Malgré les dégâts incommensurables, la célérité des autorités régionales a été appréciée par la population du village de Syn. Au nom des populations sinistrées, l'imam du village Moctar Traoré, qui n'a pas manqué de saluer les autorités régionales pour ce geste de solidarité et d'estime. Ce qui dénote que la protection des populations demeure la priorité des autorités.

Les autorités régionales ne sont pas arrivées les mains vides. Elles ont apporté aux populations sinistrées une première assistance à travers la remise des kits de dignité et des abris.

Le conseiller aux affaires économiques et financières du gouverneur de la région de Mopti, Ousmane Diallo a lancé un cri de cœur à l'ensemble des partenaires humanitaires pour venir très rapidement aux secours des populations de ce village en détresse. La population

de Syn, soutient-il est en manque de tout à cause de cette inondation.

Décidément, les autorités de la région de Mopti n'ont pas de replis, car un autre village de Soala, toujours dans la commune de Djenné, a été victime d'inondation le dimanche suite à la montée des eaux qui a endommagé la digue de ceinture. Ce village, aussi, a été carrément submergé. Les populations étaient contraintes de le désert. Au vu de ce qui précède, les enfants de ces villages seront privés d'éducation pendant au moins 3 mois.

Selon le directeur national de l'Hydraulique, Djoro Bocoum, à la date du 1er septembre

2022, la hauteur d'eau observée sur le Bani à Sofara est de 6,30 m à l'échelle de crue. « Elle est supérieure à celle de la crue exceptionnelle de 1967 qui était de 5,57 m à l'échelle de crue, à la même date. Aussi, compte tenu de l'importance des apports d'eau du haut bassin du Bani, la côte d'alerte (6,50 m à l'échelle de crue) pourrait être atteinte dans les prochains jours, si cette tendance se confirme », avait prévenu le directeur national de l'Hydraulique. Et de poursuivre, en expliquant que la situation hydrologique actuelle est marquée par la montée franche des niveaux d'eau sur l'ensemble des cours d'eau, notamment dans le bassin du Bani où la tendance devient préoccupante. Dans le souci d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, il invite les usagers et les populations riveraines du Bani et ses affluents à prendre les dispositions idoines pour éviter tout désagrément. Contrairement aux années précédentes, notre pays semble être bien arrosé durant cette saison de pluies. Une quantité importante de pluies a été recensée dans plusieurs localités du pays.

■ Ibrahim Sanogo



Assainissement : Seydou Nantoumé fait parler son cœur !

L'assainissement demeure une priorité pour le groupe Toguna Agro Industries. C'est dans ce cadre que le groupe Toguna Agro-Industries - à travers son Président directeur général, Seydou Nantoumé, - a gracieusement offert 2 camions bennes 10 roues et une chargeuse FL 936 H à la mairie de la Commune 6 du district de Bamako et un camion benne 10 roues à la maison centrale d'arrêt de Bamako. Un geste d'empathie et de solidarité apprécié à sa juste valeur par la population de la Commune 6 du district de Bamako. C'était le lundi 26 septembre 2022, dans la Cour de Toguna Industries. La cérémonie de remise a enregistré la présence du ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable Modibo Koné, du maire de la Commune 6, Bakary Keita, des légitimités traditionnelles de la commune 6 et de plusieurs autres personnalités qui ont tenu à être témoin de ce geste d'empathie et de solidarité.



Il faut souligner que la donation est composée de 3 camions bennes et 1 pelle destinés à la mairie de la Commune VI et à la direction de l'administration pénitentiaire. Ce don d'une valeur d'environ 350 millions FCFA, contribuera à n'en pas douter à assainir le cadre de vie et à rendre l'environnement sain. Le directeur du groupe Toguna Agro Industries, Oumar Guindo, s'est dit très heureux de prendre part de cette cérémonie. « Pour accompagner les actions du développement du gouvernement de transition et pour accompagner le développement des collectivités territoriales, dans leur effort d'assainissement, nous avons décidé de faire un don de matériel à la mairie de la Commune 6 et à la maison centrale d'arrêt de Bamako. L'assainissement, c'est une nécessité, c'est nécessaire pour le

bien être de la population. Cette cérémonie vient après plusieurs autres dans le même secteur. D'autres Communes ont déjà bénéficié des dons de Toguna Industrie dans le cadre de l'assainissement, il s'agit des Communes de Mopti, de Bandiagara, de Koulikoro et plusieurs autres communes du district de Bamako. J'ajouterai également dans le plus cadre général de ces activités d'entreprise citoyenne, Toguna ne cesse d'apporter son soutien aux communautés notamment dans le secteur de l'éducation, de la santé, de la culture et du développement du genre. Nous souhaitons aux bénéficiaires d'en faire un bon usage pour le bonheur de nos populations. Nous, Toguna, nous allons continuer notre mission d'entreprise citoyenne et chaque fois

que nous serions sollicités, et chaque fois que nous aurions le moyen de le faire, nous le ferons pour toutes les communes du Mali », a-t-il clamé, avant d'interpeller le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable Modibo Koné pour le dépôt de transit dans la Commune 6 du district de Bamako.

Le maire de la Commune 6 du district de Bamako, Bakary Keita, a profité de cette cérémonie pour remercier le groupe Toguna Agro Industries pour cet acte qui vient à point nommé. Car, dit-il, la mairie de la commune 6 avait besoin des camions benne pour le transport des ordures, surtout en cette période hivernale. Il a, aussi, égrené une série d'actions posées par le Président directeur général du groupe Toguna Agro Industries, Seydou Nantoumé. Il a rassuré le donateur que la population de la Commune 6 prendra soin de ces équipements.

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable Modibo Koné, fera savoir que la politique de la République du Mali en matière de gestion des déchets solides s'est construite au fil du temps en fonction des visions de développement de l'ensemble du pays et des enjeux liés à l'accès aux services d'assainissement. La validation technique du document de "Politique Nationale d'Assainissement" en 2021 par le Ministère en charge de l'Assainissement, marque une volonté politique affirmée d'asseoir de nouvelles orientations stratégiques devant construire désormais une gestion durable des déchets solides, et de consacrer la valorisation et le traitement des déchets comme base pour garantir l'accès à un service d'assainissement adéquat de façon durable. « Je suis convaincu, aujourd'hui, plus que jamais de l'importance de conjuguer nos efforts et d'agir la main dans la main et de manière transparente et inclusive avec toutes les parties prenantes et de tous les secteurs du développement. Au nom du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta et du Premier ministre par intérim, je voudrais remercier et féliciter Toguna Agro Industries, une entreprise citoyenne qui, depuis des décennies, participe au développement harmonieux de notre pays », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

Lutte et la prévention de l'extrémisme violent dans la zone sahélo-saharienne : Les leaders religieux s'activent

Les rideaux sont tombés sur le premier Forum sous régional des leaders religieux musulmans sur la paix et la stabilité dans les pays du Sahel qui s'est tenu les 21 et 22 septembre au Centre international des conférences de Bamako (CICB). Cette activité avait pour objectif de mettre en place un cadre inclusif de concertation et de coordination sous régionale pour une synergie d'action des leaders musulmans dans le cadre de la lutte et la prévention de l'extrémisme violent dans la zone sahélo-saharienne.



Cette activité était placée sous la présidence du ministre la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Chargé de l'Accord pour la paix Réconciliation nationale ; Col Major Ismaël WAGUE ; qui avait à ses côtés, le ministre de la Refondation de l'Etat chargé des relations avec les institutions ; Ibrahim Ikassa MAÏGA et le président du Haut conseil islamique du Mali, le Chérif Ousmane Madane HAÏDARA.

Initié par le Haut conseil islamique du Mali (HCIM), le forum sous régional des leaders religieux musulmans sur la paix et la stabilité dans les pays du Sahel se voulait un cadre d'échanges entre les religieux afin d'apporter des solutions aux difficultés que traversent le Mali et les pays sahéliens. Difficultés notamment liées au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Une dizaine de pays ont pris part à cette activité à savoir, du Bénin, du Burkina-Faso, du Ghana, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, et du Tchad et a regroupé plus de 200 participants venant de Bamako et de l'intérieur, principalement des représentants des organisations confessionnelles et des leaders religieux. Au-delà du partage d'expériences, ce forum a été une aubaine pour les participants de se pencher sur les causes pro-

fondes du terrorisme ainsi que les solutions envisageables pour le retour de la quiétude dans la sous-région ouest-africaine.

Et l'initiative qui émane du HCIM est d'autant plus salutaire qu'elle se veut une contribution de ces leaders religieux à la recherche de la paix dans une sous-région fortement tourmentée par les actions néfastes de prétendus "fous d'Allah" dont les actes sont pourtant aux antipodes de la religion musulmane et des enseignements du Saint prophète.

Sa pertinence non plus ne saurait être mise en doute dans un contexte où après environ une décennie de lutte contre les forces du mal, le "tout militaire" a montré ses limites sur le terrain. D'où la nécessité d'explorer d'autres pistes.

Et en la matière, les leaders religieux musulmans peuvent être d'un apport considérable. Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye MAÏGA, qui présidait la cérémonie d'ouverture du forum des leaders religieux pour la Paix et stabilité au Sahel le mercredi 21 septembre 2022, avait adressé les félicitations du Président de la Transition, au HCIM et à tous les fidèles musulmans du Mali et du Sahel pour l'organisation de cet événement qui contribuera, selon lui, à la promotion de la paix et de la stabilité dans la région.

Il a rendu un vibrant hommage aux leaders religieux qui dit-il, « constituent dans notre société traditionnelle des maillons sûrs de la stabilité et de la paix »

En outre, il a précisé que pour faire face à l'extrémisme violent et lutter contre le terrorisme, le Gouvernement a adopté en 2017, une politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et son plan d'actions. « La mise en œuvre des projets et programmes découlant de ce plan d'action s'appuie en grande partie sur une étroite collaboration entre le Gouvernement et les confessions religieuses », a assuré le Premier ministre par intérim.

En effet, une concertation réunissant l'ensemble des représentants des pays participants a adopté une déclaration, dénommée Déclaration de Bamako.

Les participants ont accepté de mettre en place une faitière sous régionale, regroupant les faitières des pays adhérents à la présente déclaration de Bamako.

Aussi, ils ont décidé de la mise en place d'un Comité technique comprenant les experts des pays participants avec pour mission de poursuivre la concertation sur les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de ladite structure.

En somme, un collège composé des présidents des Associations et faitières des organisations musulmanes des pays adhérents à la présente déclaration assurera le suivi des travaux de ce comité.

Notons que le Comité déposera son rapport en décembre 2022. Son adoption fera l'objet d'une assemblée générale constitutive de la structure à mettre en place.

■ Maffenin Diarra

Garde nationale du Mali : Bientôt la MUGARDE logée

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine a présidé le mardi dernier la cérémonie officielle de pose de la première pierre du siège et de la salle polyvalente de la Mutuelle de la garde nationale (MUGARDE). C'était dans l'enceinte du Camp de Garde en présence du Chef d'état-major de la Garde nationale, Général de brigade Elysée Jean Dao, du Directeur du matériel et des finances du ministère de la sécurité et de la protection civile, Colonel Joseph Coulibaly, du directeur de l'OCS, colonel Fousseyni Keïta, et du Président du Conseil d'administration de la MUGARDE, Commandant Alhousseyni Ba, des notabilités coutumières et religieuses des quartiers de Darsalam, N'Tomikorobougou, Badialan II et III, Samè et Koulouniko, etc.



Dans son discours, le Président du Conseil d'administration de la MUGARDE a tout d'abord demandé d'observer une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes (civiles et militaires) décédées suite à la crise que le pays traverse depuis 2012. Selon le commandant Alhousseyni Ba, la réalisation de cet édifice s'inscrit dans le cadre du plan d'actions du Conseil d'administration, adopté par l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 19 juillet 2022. Il a salué le Ministre de la sécurité et de la protection civile, qui à travers sa présence, a donné un éclat particulier à cette cérémonie. Preuve de son adhésion pleine et entière à la nouvelle vision des Mutuelles des Forces de défense et de sécurité. "Au delà de la symbolique, c'est la preuve de votre engagement à la marche irréversible vers la prospérité et le progrès social des Forces de défense et de sé-

curité", a-t-il souligné.

Aux dires du Président du Conseil d'administration de la MUGARDE, ce joyau architectural qui sortira de sous terre dans sept (07) mois est un bâtiment de type R+1 moderne et multifonctionnel avec des commodités répondant aux normes de sécurité et un design de très haute qualité bâti sur une superficie de 564 m², comprenant une salle polyvalente entièrement équipée avec une capacité de 250 places, des bureaux, un salon VIP, un local technique, une centrale d'achat, une boutique de vente d'effets militaires et un Guichet automatique de paiement de la BDM-sa. "Cet édifice constituera une vitrine pour la Garde nationale en particulier et en général pour l'ensemble des Forces de Défense et de sécurité en abritant des cours de certaines structures de formation militaires, des ateliers de formation, des séminaires ou autres activités d'im-

portance capitale pour les questions de défense et de sécurité et même d'ordre socio-culturel", a fait savoir le commandant Alhousseyni Ba.

Avant de terminer, il a remercié les membres du Conseil d'administration de la MUGARDE, ceux de la commission ad-hoc de construction du siège et le Chef d'Etat-major de la Garde nationale qui a fait de cette œuvre sa priorité depuis sa prise de fonction. Le Commandant Alhousseyni Ba a adressé ses félicitations à l'Assemblée générale extraordinaire sans oublier le partenaire stratégique de ce projet, à savoir la BDM-sa.

Pour le Chef d'état-major de la garde nationale, Général de brigade Elysée Jean Dao, cette œuvre constitue un projet à la fois fédérateur et novateur qui a recueilli l'assentiment de tous les gardes. Il impactera sans nul doute la vie de la communauté des Gardes. Ce projet, a-t-il ajouté, est aussi la concrétisation d'un vœu cher exprimé par les anciens de la Garde nationale. Il a réaffirmé son soutien à cette idée qui marque l'entrée définitive du corps des gardes dans un cercle vertueux de solidarité, d'entraide, de cohésion et d'harmonie. Aussi, a-t-il poursuivi : "Je retiens que ce projet n'est que le premier acte d'une série d'actions prévues dans le cadre des réformes tendant à améliorer les conditions de vie des gardes, de leurs ayants droits (ascendants, descendants, veuves et orphelins) sans oublier les retraités et les malades", a déclaré le Général de Brigade Jean Elysée Dao, Chef d'Etat-major de la Garde nationale.

Tout en exprimant sa satisfaction au Président de la Mutuelle et à l'ensemble de ses membres, il a remercié le Ministre de la Défense et des Anciens combattants et son collègue de la Sécurité et de la Protection civile pour leur soutien total.

Le clou de la cérémonie a été la pose de la première pierre de cet édifice moderne et multifonctionnel par le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Général de brigade Daoud Aly Mohammedine qui sortira des terres dans sept mois d'après le chef d'entreprise, concepteur et présentateur de la maquette, M. Cheick Sadibou Moussa Kanté. Vivement un logement pour la MUGARDE à la grande satisfaction des éléments de la Garde nationale.

Y. SANGARÉ

Source : Le Malien

Niger : Réactions indignées après les attaques du PM malien contre le président Bazoum



Des responsables nigériens ont condamné les attaques proférées samedi contre le président du Niger Mohamed Bazoum par le Premier ministre par intérim du Mali Abdoulaye Maïga, à l'Assemblée générale de l'ONU.

Lors de ce discours, le colonel Maïga a critiqué plusieurs responsables africains et notamment Mohamed Bazoum qu'il a accusé de ne "pas être nigérien".

Né en 1960 à Bilabrine dans la région de Diffa (sud-est), Mohamed Bazoum est de l'ethnie arabe Ouled Slimane, présente en Libye, mais très minoritaire au Niger.

Ses détracteurs, notamment pendant la campagne pour la présidentielle de 2021 qu'il a remporté, avaient mis en doute ses "origines nigériennes". Mais la Cour constitutionnelle, plus haute juridiction du Niger, avait rejeté une requête visant à disqualifier sa candidature pour cette raison.

Dans une interview au quotidien burkinabè Wakat Sera, en 2019, M. Bazoum avait rappelé que son arrière-grand-père était arrivé au Niger

"dans les années 1840".

Dans une publication sur les réseaux sociaux, le ministre délégué aux Affaires étrangères Youssef Mohamed Elmouctar a "condamné fermement le contenu des propos (du colonel Maïga). L'ivresse de la junte malienne lui a fait oublier le sens du protocole et de la diplomatie".

"Il a fait honte à l'Afrique et au monde civilisé", a poursuivi le ministre, dénonçant "la bassesse" des propos du chef du gouvernement malien.

Le député de la majorité Mohamed Saghdoun a de son côté qualifié M. Maïga de "soldat en rupture de banc avec la réalité" de son pays. Dans un communiqué l'élu a critiqué "l'incapacité de l'armée malienne à protéger" les civils contre "les exactions jihadistes", poussant "des milliers de maliens à se réfugier depuis 2012 au Niger voisin".

Il a également demandé le rappel de l'ambassadeur nigérien du Mali et la rupture des relations diplomatiques avec "une junte au service de Moscou".

Les autorités nigériennes n'avaient pas officiellement réagi lundi.

"Jamais au grand jamais, le président Bazoum n'a proféré d'injures à l'égard de la junte à fortiori vis-à-vis d'un pays voisin", a commenté lundi le quotidien privé La Nation qui estime que "cette posture maladroite discrédite un peu plus la junte" malienne.

Le Mali, où des colonels ont pris le pouvoir par la force en août 2020, partage une vaste frontière avec le Niger, où les violences jihadistes meurtrières sont régulières de part et d'autre de celle-ci.

Les autorités de Bamako se sont récemment détournées de la France avec acrimonie et ont réactivé leurs liens historiques avec Moscou pour tenter d'endiguer la propagation jihadiste qui ravage le pays.

Elles sont également engagées dans un bras de fer diplomatique avec un autre voisin, la Côte d'Ivoire, dont 46 soldats sont emprisonnés à Bamako depuis début juillet.

AFP

Lutte contre les constructions illicites : La DNUH célèbre 11 de ses agents

Pour reconnaître le mérite et les efforts déployés par ses agents dans la lutte contre les constructions illicites, l'occupation anarchique des servitudes, la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat a procédé, jeudi 22 septembre dernier, à la remise d'attestations de reconnaissance à 11 de ses agents qui sont faits remarquer dans l'exercice dans leur mission. C'était au cours d'une cérémonie en présence de plusieurs personnalités dont les directeurs nationaux des domaines et du cadastre.



Afin de tourner définitivement la page des effondrements d'immeubles, dû généralement au non-respect des normes de construction, les autorités en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat ont décidé de faire de la lutte contre les constructions illicites, l'occupation anarchique des domaines publics et des servitudes, une priorité absolue.

En effet, convaincu que cette volonté d'assainir ce secteur très sensible se repose nécessairement sur des agents juridiquement renforcés, le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population, à travers la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (Dnuh), a décidé, en collaboration avec les juridictions compétentes, de soumettre les agents chargés de l'exécution de cette mission à une prestation de serment.

Ainsi, après la prestation de serment de plus de 80 agents de la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat et de la direction régionale du district de Bamako, plusieurs

structures déconcentrées ont aussi soumis leurs agents au même exercice, notamment les directions régionales de Koutiala, Koulikoro et Dioïla. Cette opération doit se poursuivre dans les autres régions et cercles du Mali.

Notons qu'avec cette prestation de serment, les agents de la Dnuh sont désormais juridiquement outillés pour mener à bien leur contrôle de routine et de lutter contre les constructions illicites, l'occupation anarchique des sols urbains et des espaces réservés aux servitudes d'urbanisation.

Toujours dans sa volonté de mettre les agents au centre de ses différentes actions, la Dnuh a instauré une politique de motivation et de reconnaissance du mérite. C'est ainsi qu'elle a envisagé de célébrer les agents qui se sont faits remarquer dans l'exercice de leur exaltante mission de contrôle surtout dans un contexte où chacun veut de tailler un toit souvent au mépris de la loi et des réglementations en vigueur. A cet effet, 11 agents soigneusement sélectionnés ont reçu leur attestation de reconnaissance. C'était au cours d'une céré-

monie organisée le 22 septembre dernier dans les locaux de la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat, en présence de plusieurs personnalités dont les directeurs nationaux des domaines et du cadastre.

Par ailleurs, pour les loyaux services rendus à la nation dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites et l'occupation des domaines publics, le directeur national de l'Urbanisme et de l'Habitat, Amadou Doumbia, a été nommé au grade de chevalier de l'ordre national du Mali.

Rappelons que la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'urbanisation, de construction, d'habitat et d'assurer la coordination et le contrôle des services régionaux et subrégionaux, de services rattachés et des organismes personnalisés.

Mama PAGA
Source : LE PAYS



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Révélation par le PM P.I. malien sur la vraie identité du Président nigérien Bazoum à l'ONU : Le parti DCA condamne les « propos discourtois et malencontreux » contre nos autorités.

Fidèle à sa devise : « Patriotisme, unité et travail », son slogan : « Ensemble pour un Mali restauré », et conformément à son ferme engagement de défendre le Mali en tout lieu et en toute circonstance, et soutenir les autorités de la transition, engagées dans l'ultime combat pour la restauration de la souveraineté nationale, le parti Demain C'est Aujourd'hui, a publié, le dimanche 25 septembre 2022, un communiqué, signé de son président, l'honorable Souleymane Dembélé, condamnant « avec la dernière rigueur ces propos discourtois et malencontreux à l'encontre des autorités maliennes de la Transition ».



Le parti Demain C'est Aujourd'hui DCA n'entend tolérer aucune dérive diplomatique contre le Mali. Raison pour laquelle, il a constaté avec regret et consternation la sortie médiatique hasardeuse et inappropriée de Monsieur Mohamed Bazoum, Président du Niger. Le parti Demain C'est Aujourd'hui condamne avec la dernière rigueur ces propos discourtois et malencontreux à l'encontre des autorités maliennes de la Transition. Il rappelle que Monsieur Moha-

med Bazoum gagnerait en légitimité et en crédibilité à réunir les Nigériens plutôt que de diviser les Africains.

Aussi, le parti Demain C'est Aujourd'hui dénonce toute « instrumentalisation » de la CEDEAO dont la vocation est de demeurer la CEDEAO des peuples.

Par la même occasion, le parti DCA, par la voix de son président, honorable Souleymane Dembélé, « condamne les sanctions injustes et illégales prononcées contre la République sœur

de Guinée et appelle à leur levée immédiate et sans conditions », il l'a fait savoir à travers un communiqué de presse.

Se reconnaissant dans la brillante et historique intervention du Mali à la Tribune de la 77e Assemblée générale de l'ONU, le samedi 24 septembre, dont il dit être fier, le parti Demain C'est Aujourd'hui félicite vivement le Premier ministre par intérim, Monsieur Abdoulaye Maiga, pour son discours mémorable et rappelle à la face du monde que le peuple africain restera à jamais l'ultime rempart contre toutes formes d'hégémonie au service d'un agenda international.

Pour rappel, dans son discours à la tribune des Nations-Unies, suite aux nombreuses critiques du chef d'Etat nigérien, le Premier ministre malien, Abdoulaye Maiga a déclaré : « A l'endroit de M. Bazoum, il remarquera que le Gouvernement de la Transition n'a pour le moment jamais réagi à ses propos injurieux pour deux raisons cumulatives. La première raison tient au respect de l'héritage laissé par nos ancêtres, qui consiste à ne pas répondre aux injures par des injures. La seconde raison relève de l'identité de M. Bazoum, l'étranger qui se réclame du Niger. Nous savons que le peuple nigérien frère du Mali, se distingue par des valeurs sociétales, culturelles et religieuses très riches. M. Bazoum n'est pas un Nigérien, son comportement nous reconforte totalement dans notre constat ».

Le parti Demain C'est Aujourd'hui DCA se reconnaît dans l'intervention du Premier ministre par intérim et soutient dans les toutes les actions posées par les autorités de la transition.

■ Ibrahim Sanogo

Affaire militaires ivoiriens détenus au Mali : Incertitudes sur la mission CEDEAO prévue pour aujourd'hui

Viendra ou ne viendra-t-elle pas ? On ne saurait le dire exactement. Pour preuve, les spéculations vont bon train au sujet d'une éventuelle indisponibilité des autorités maliennes à recevoir cette mission de haut niveau décidée par la CEDEAO à New York pour persuader Bamako à libérer les 46 militaires ivoiriens encore en détention.

A lors que leur déplacement est prévu pour le mardi 27 septembre 2022, il semble que le Mali ne soit pas disposé à les recevoir. Eux, ce sont les chefs d'Etat du Togo, du Ghana et du Sénégal, formant la délégation de la CEDEAO envoyé sur place.

« Pour des contraintes d'agenda, la mission de haut niveau annoncée pour le mardi 27 septembre 2022 ne peut être reçue que le jeudi 29 septembre ou le vendredi 30 septembre 2022 à Bamako », nous apprend-on dans les coulisses. Bamako aurait-il décidé de prendre sa souveraineté pour éviter le diktat de la CEDEAO ? C'est ce qui se dessine depuis l'annonce de cette mission.

Bamako avait donné sa position à l'ONU

Réunis en sommet extraordinaire le jeudi 22 septembre 2022 à New York, en marge de la 77ème Assemblée de l'ONU, les présidents de la CEDEAO ont décidé d'envoyer une mission de trois chefs d'états le 27 septembre à Bamako.

Tous les dirigeants ouest-africains réunis à New York à l'exception du Mali, de la Guinée et du Burkina ont également réclamé la libération de 46 militaires ivoiriens détenus au

Mali. Plus tôt, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres avait laissé entendre que ces militaires n'étaient pas des mercenaires.

"Nous condamnons l'arrestation des militaires ivoiriens. Mardi, la CEDEAO dépêchera au Mali les présidents du Ghana, du Togo et du Sénégal pour obtenir leur libération. (...) L'heure des coups d'Etat est révolue", a martelé Omar Aliou Touray

Sur la situation des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali, la Conférence a examiné le mémorandum présenté par le Président de la Commission de la CEDEAO sur les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali. Suite à des discussions approfondies, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué les initiatives diplomatiques entreprises par plusieurs Chefs d'Etat de la CEDEAO, qui ont conduit à la libération le 3 septembre 2022, de trois femmes soldats ivoiriennes.

Toutefois, la Conférence note avec regret le maintien en incarcération des 46 soldats restant, malgré tous les efforts de médiations entreprises par la région. La Conférence a condamné avec fermeté, l'incarcération continue des soldats ivoiriens et dénonce le chantage exercé par les autorités maliennes dans cette affaire et demande la libération sans condition des 46 soldats.

Dans un communiqué, la CEDEAO décide d'envoyer incessamment une mission de Haut niveau composée des Chefs d'état du Ghana, du Sénégal et du Togo à l'effet de la libération des soldats ivoiriens.

Cependant, s'adressant à l'ONU samedi dernier le Premier p.i, a fait savoir au secrétaire général de l'ONU que « l'amitié reposant sur la sincérité ». En ce sens, il exprimé son profond désaccord suite à la récente sortie médiatique, au cours de laquelle le secrétaire général de l'ONU, a pris position sur « l'affaire des 46 mercenaires ivoiriens, selon lui est une affaire bilatérale et judiciaire, entre deux pays frères ». C'est évident, que la qualification judiciaire des infractions liées à cette affaire ne relève pas des attributions du Secrétaire Général des Nations Unies, poursuit-il soulignant que l'administration malienne ne travaille pas sur « l'oralité, ni des déclarations par voie de presse ». Abdoulaye Maïga a rappelé « la Note Verbale de la MINUSMA, référence : MINUSMA/PROT/NV/226/2022 du 22 Juillet 2022, dans laquelle, il ressort clairement qu'il n'existe pas de liens entre les 46 mercenaires et les Nations Unies » réfutant « les récentes synchronisations des actions et l'harmonisation des éléments de langage consistant à faire passer le Mali de statut de victime à celui de coupable dans cette affaire ».

Dans la même affaire, le Président en exercice de la CEDEAO, M. Umaro Sissoco Embaló a été rappelé à l'ordre par le Premier ministre du Mali : « il existe un principe de subsidiarité, d'ailleurs aux contours flous, entre la CEDEAO et les Nations Unies et non un principe de mimétisme. Également, il est important de lui préciser que le Secrétaire Général des Nations Unies n'est pas un Chef d'Etat et le Président en exercice de la CEDEAO n'est pas un fonctionnaire », a rappelé Abdoulaye Maïga.

Binadjan Doumbia



Assimi Goïta et la défense de la souveraineté du Mali : Plus qu'un slogan

Le président de la transition du Mali, le colonel Assimi Goïta, s'est adressé à la nation en marge du 62e anniversaire de l'accession du Mali à la souveraineté nationale et internationale. Placé sous le thème : « L'union dans la souveraineté retrouvée », le chef de l'Etat a réaffirmé plusieurs fois dans son discours à la nation l'engagement et la détermination du gouvernement de la transition à redonner au Mali sa souveraineté sur tous les plans. C'est pourquoi, au-delà du simple slogan destiné à mobiliser la population, le président entend orienter le Mali vers la voie qui garantit sa démarche de nation souveraine. Plusieurs nouveaux chantiers ont été annoncés

Depuis la rectification de la transition en mai 2021, le Mali entend préserver son statut de nation souveraine, sur laquelle les agressions et les pressions extérieures n'auront aucun effet. C'est pourquoi, dans son discours à la nation en marge de la commémoration du 62e anniversaire de l'accession du Mali à l'indépendance, le président de la transition du Mali, le colonel Assimi Goïta, est revenu sur cette question de souveraineté réclamée par une bonne partie de l'opinion publique nationale. Au-delà des mots, le Mali doit, selon lui, se donner les moyens d'être une nation souveraine sur tous les plans. « La question de la souveraineté qui nous est cher à tous ne doit pas être un vain mot, c'est-à-dire un simple slogan destiné à mobiliser la population. Nous devons travailler à nous donner les moyens de nos ambitions... », a-t-il indiqué, tout en annonçant de nouveaux grands chantiers que le gouvernement de la transition lancera très prochainement pour assurer ce nouvel état d'esprit des Maliens. Ces chantiers visent essentiellement la transformation des ressources naturelles sur place au Mali. Condition sine qua non pour assurer le développement socioéconomique d'une nation. « Pour renforcer cette politique d'autonomisation de notre pays, le gouvernement va ouvrir plusieurs nouveaux chantiers. Il s'agit, en plus de l'ouverture de l'Ecole africaine des mines, de la création d'une société de recherche et d'exploitation minière, ainsi que la construction d'une usine de raffinage de l'or et d'une usine de filature de coton. Dans notre stratégie économique, il s'agit désormais, dans une optique de renforcement de tissu industriel du pays, de transformer les matières premières stratégiques sur place pour créer de la valeur ajoutée », a-t-il expressément indiqué.

Au-delà des usines de transformation, le président a également annoncé la construction



d'une infrastructure hospitalière de quatrième référence pour diminuer les évacuations sanitaires à l'étranger, ainsi que la création d'un pôle scientifique des technologies au Mali. « Dès demain, nous lancerons également la construction d'un complexe hospitalier de quatrième référence pour diminuer les évacuations sanitaires de nos concitoyens. Pour concrétiser notre ambition de nous placer sur l'orbite des technologies modernes, le pôle scientifique des technologies du Mali verra bientôt le jour. La première composante de ce pôle sera le centre de recherche en robotique et en intelligence artificielle qui aura pour mission de faire émerger des chercheurs de haut niveau et d'assurer l'encadrement des jeunes talents écoliers, lycéens et étudiants dans le domaine technologique », a-t-il rassuré.

Tout en saluant la résilience et le sacrifice du peuple malien, sans lesquels cette dynamique ne saurait être engagée, le président de la transition a encore invité la jeunesse à faire sienne la refondation en cours au Mali. « Tout en rendant à nouveau un hommage mérité au peuple malien pour sa mobilisation inconditionnelle pour la réussite de la Transition, je lance un appel pressant à la jeunesse malienne dont le rôle a toujours été décisif dans la vie publique. Cette Transition est aussi la sienne. C'est la raison pour laquelle elle ne doit nullement être en marge du processus de refondation de notre pays. Cela est d'autant plus nécessaire que l'attitude de la jeunesse a toujours eu un impact sur le pays ». Issa Djiguiba

Source : LE PAYS

Le Premier Ministre P.I aux NU : L'ancien Ministre Seydou Traoré répond à l'ancien PM Moussa Mara

Monsieur le Premier ministre, Moussa Mara, nous serions des millions à vous applaudir si vous aviez fait une telle sortie quand la France essayait ses savates sur le Mali ou quand Bazoum insultait nos autorités. Que dire des tentatives de Alasane Dramane Ouattara de nous déstabiliser? Monsieur le premier ministre, de grâce, dans certaines situations, gardez le silence, celui qui sied à l'institution que vous avez eu à gérer. Allah kosso, i da bô ko dowla ! Ladite communauté internationale" ne vous fera pas président du Mali.

Pour finir, je vous prie de prendre de votre temps précieux pour lire ce qui suit. Je serai ravi et honoré de vous visitez dans vos locaux pour échanger sur le Mali et l'Afrique. Respect.

Réveil panafricain. Le Mali à la manœuvre. Ce qui se passe en Afrique de l'ouest aujourd'hui, s'inspire de la fourberie de la France lors de la pénétration coloniale. L'histoire nous

a enseigné cette réalité déplorable qui s'est passée en Afrique lors de la conquête coloniale. Les rois et empereurs africains, au lieu de s'unir contre le colonisateur, se sont livrés à des guerres intestines entre eux, souvent aidés par le colon, les uns contre les autres. À la fin, le roi victorieux, était à son tour tué par le colon qui prenait possession de son royaume.

C'est tout simplement honteux ! Une insulte à la mémoire de Cheick Anta Diop, de Amilcar Cabral et de Kwame Nkrumah, pour ne citer que ceux-ci

La cause ? Parce que le Mali s'est attaqué à l'empire néo colonial français à la faveur du Mali, du coup d'État de mai 2021, en visant et dénonçant explicitement l'accord colonial de la défense avec la France. Alors, le Mali doit être puni, s'il ne se débarrasse des "cimartons, et particulièrement du cimarton en chef". J'ai nommé les 5 colonels et particulièrement Assimi. Il va s'agir de mettre en place des stra-

tégies concertées pour briser la volonté du peuple malien, fier et assoiffé de souveraineté. L'élan panafricain de la jeunesse malienne et l'éveil de conscience suscité à travers l'Afrique, doivent être mis sous eteignoir. Tels sont les objectifs assignés à la CEDEAO et tels sont malheureusement, les objectifs assumés de cette corporation de chefs d'état vendus à l'occident ou tout au moins incapables de dire non, car en la circonstance, le silence est aveu de complicité.

Il est permis à la France et à l'Europe d'insulter l'Afrique, le Mali et les dirigeants africains. De cela, il n'y a aucun écart à la civilité, à la diplomatie et au respect de ses partenaires. Mais, dès que le Mali, à travers ses autorités donne la réplique, après des mises en garde, il se trouve une certaine élite africaine, mentalement colonisée et irrémédiablement vouée à la servitude volontaire qui monte au créneau pour désapprouver et condamner. Pour se rendre compte qu'il faut cultiver le savoir être et le savoir-faire.

Le maître a raison, l'esclavage a tort ! Cette élite mentalement enchaînée oublie que les choses ont changé, que le Mali est entrain de changer et que des patriotes et Panafricains, constants dans la lutte pour la dignité africaine ont conservé toute leur capacité d'indignation quand on touche à l'honneur et à la dignité du Mali. Sont de ceux-là, El Hadj Dem. Lisez El Hadj Dem à propos des réactions hos-



tiles au discours du PM par intérim à la tribune des Nations-Unies et lisez mon appréciation après lecture.

EL HADJ DE [LA DIPLOMATIE ? MERDE-ALORS !

La réciprocité n'est pas un vocable nouveau dans la diplomatie mondiale. Ne faites pas aux autres ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse a dit le Colonel Abdoulaye Maiga lors de son allocation à New-York le 24 septembre 2022.

En effet, qui n'a pas entendu LA GUEULE TAPÉE DE BRIGITTE qualifier les autorités maliennes de tous les noms d'oiseau : putschistes ,enfant illégitime, issu de deux coups d'État etc...etc. ?

Qui n'a pas entendu Alassane Ouattara qualifier les dirigeants actuels de la Transition malienne d'idiots, qui ne connaissent Rien ?

Qui n'a pas entendu L'étranger Mohamed Bazoum accuser le Mali de tous les péchés d'Israël ? Je vous informe que l'ancien chef d'état du Niger le général Selou Djibo (qui a renversé Mamadou Tandia) avait déposé une plainte pour Nationalité douteuse contre le Sieur Bazoum en 2018 à l'approche des élections présidentielles.

Qui n'a pas suivi les élucubrations et masturbations intellectuelles de SISSOKO EMBALO le négrillon de la cedeao pour tenir l'image de marque de notre pays ?

Qui n'a pas entendu l'ouvrier Portugais en la personne de Guterres secrétaire général de l'ONU aux services des lobby pour accuser le Mali que les mercenaires ivoiriens N'EN sont pas uns ?

Alors ! alors ! aucun d'eux , du négrillon de la Guinée Emballo sissoko, Ouattwagner, L'étran-



ger du Niger et la gueule Tapée de Brigitte NE SONT EMBARRASSÉS DE LA MOINDRE POLITESSE EN L'ENDROIT DES AUTORITÉS MALIENNES.

La diplomatie ! merde alors!].

MON APPRÉCIATION

[Dem ! Dem ! Dem ! Que dire de plus à la lecture de ce cri de cœur ?

Tout juste 3 choses:

1. que ceux qui ne le comprennent pas, ont à jamais perdu leur capacité d'indignation.
2. que Cheick Anta Diop, a tellement raison en disant que l'élite africaine regorge de personnes comparables à l'esclave du 19ème siècle.

Celui-ci, libéré et ne sachant que faire de sa liberté, retourne vivre chez son maître !

3. Enfin, juste pour dire que le Mali d'aujourd'hui, sait que faire de sa liberté et de sa dignité retrouvées.

Bravo Dem !

VIVE LE MALI !].

LES PARTIS POLITIQUES MALIENS DOIVENT ORGANISER DES CONFÉRENCES DÉBATS SUR CE DISCOURS !

Seydou Traoré, ancien ministre.



Rencontre photographie de Bamako : La 13^e édition prévue du 8 décembre 2022 au 8 février 2023

La 13^e édition de la biennale africaine de la photo est annoncée pour se tenir du 8 décembre 2022 au 8 février 2023. Elle sera placée sous le thème : « maa ka maaya ka a yèrè kônô » (sur la multiplicité, le devenir et le patrimoine).

En présence du ministre en charge de la culture, Andogoly Guindo, du représentant de l'union européenne au Mali, et du chef de la coopération suisse au Mali, le nouveau délégué général des rencontres, Cheick Diallo a d'entrée de jeu qualifié la manifestation d'unique sur le continent africain, qui célèbre la photo dans toutes ses dimensions.

Le Délégué général a fait mention des difficultés qui marquent l'organisation de la manifestation biennale. A ses dires, ces difficultés sont en grande partie dues à la situation politique du pays et à la Covid, qui auront contraints au report de la Biennale. Qu'à

cela ne tienne, il a fait remarquer que l'événement se devait de transcender les défis pour s'offrir encore plus belle, aux professionnelles, aux amateurs, aux critiques de la photo africaine, mais au-delà pour créer, comme c'est sa vocation depuis toujours, un espace de rencontres des arts.

Cheick Diallo a indiqué que « l'orientation de cette 13^e édition sera de transcender la photographie pour faire des Rencontres de Bamako, un espace de rencontre des disciplines multiples des arts contemporains ». Selon lui, « elle sera une fête des arts d'Afrique et en Afrique ». Cheick Diallo est convaincu que « c'est une ligne d'inclusion qui aura le bénéfice

d'ancrer la Biennale dans une nouvelle dimension et en faire un patrimoine commun ». Selon lui, cette ligne nous impose une intense réflexion sur le programme à soumettre au public et aux professionnels. « Dans cette veine, nous avons souhaité que le programme en OFF soit tout aussi dense et important que le programme IN », a-t-il annoncé. Avant d'ajouter qu'il s'est aussi souhaité que la semaine professionnelle soit décisive pour ses participants et profite également aux amateurs et aux jeunes talents.

Le délégué général dira ensuite que le thème de l'édition invite à réfléchir collectivement à ces multiplicités d'être et unique et à embrasser des identités.

Pour l'édition, ce sont 75 personnalités du monde de l'art africain qui ont été invitées à participer aux journées professionnelles ; plus de 200 professionnels sont attendus (galeristes, agents, diffuseurs, collectionneurs, conservateurs du monde entier). Ce n'est pas tout. Des prix récompensant les meilleurs travaux des artistes seront de la partie.

A.S.

Source : Arc en Ciel



Sénégal : La Casamance se recueille à la mémoire des naufragés du Joola



La Casamance s'est recueillie lundi à la mémoire des près de 1.900 passagers sénégalais et de multiples nationalités morts 20 ans plus tôt jour pour jour dans le naufrage du Joola, un des pires désastres maritimes civils de l'histoire.

Une centaine de parents et d'officiels ont participé tôt dans la matinée à deux courtes prières, musulmane et catholique, auprès d'une cinquantaine de tombes au cimetière de Kantene à la sortie de Ziguinchor, capitale de la Casamance dans le sud du Sénégal d'où était parti le ferry Le Joola le 26 septembre 2002 pour rallier Dakar.

Une délégation officielle a déposé des gerbes, puis des femmes en longue robe traditionnelle et leur famille se sont approchées des sépultures pour signifier leur respect.

"C'est très important pour nous d'être là, pour rendre hommage à notre maman et notre neveu que nous avons perdus" dit Ndeye Astou Diba, 38 ans, après être allée se pencher sur une des tombes.

Ils étaient plusieurs centaines un peu plus tard à prendre part à une cérémonie plus proto-

laire sur le quai au bord du fleuve Casamance d'où le Joola avait largué les amarres.

Avec en vue le mémorial du naufrage toujours en cours de construction, ils ont écouté une longue série de discours et entendu le président des associations de victimes réitérer la demande de renflouement du Joola pour aider les proches dans leur deuil.

Le Joola a sombré dans la nuit après son départ de Ziguinchor avec officiellement 1.928 personnes à bord alors que la capacité était limitée à 536 passagers.

C'est une des plus grandes catastrophes maritimes civiles connues: 1.863 morts et disparus selon un bilan officiel, plus de 2.000 selon les associations de victimes, de 12 nationalités différentes.

Seules 64 personnes ont survécu.

"Insoutenable"

Vingt ans après, la plaie n'est pas refermée à Ziguinchor, d'où provenaient près de la moitié des victimes.

Certaines victimes ont confié avoir espéré pour

ce 20ème anniversaire des commémorations différentes des précédentes, et avoir été déçues.

"On avait prévu de renouveler les choses mais nous n'avons pas pu", peste Aminata Ndiaye, 24 ans, qui a perdu sa mère dans le naufrage.

"Vingt ans après, il y a l'oubli, et quand on oublie, on a tendance à répéter les mêmes choses", abonde Mamadou Hampathé Sadio, un représentant des "orphelins du Joola".

Ailleurs au Sénégal, les messages très personnels de sympathie ont proliféré sur les réseaux sociaux.

A Ziguinchor, le bateau faisait partie du décor. Il était le cordon qui reliait la capitale Dakar à la Casamance, enserrée entre la Gambie au nord et la Guinée-Bissau au sud. Il était synonyme de désenclavement.

Le ferry est le transport le plus sûr et le moins cher. Les Casamançais l'empruntent pour écouler les marchandises de cette région agricole. A cette époque de l'année, les étudiants retournent à l'université à Dakar. Il y a aussi des touristes, venus découvrir les charmes de cette région aux plages sauvages et aux ri-

zières verdoyantes.

Aussi, au matin du 27 septembre 2002, personne n'osait-il y croire quand la rumeur s'est répandue. Puis, quand le naufrage a été confirmé, "c'était insoutenable à Ziguinchor", se souvient le journaliste Ibrahima Gassama, qui couvrait l'événement pour la radio Sud FM.

"Les gens se croisaient. Dans cette maison il y a un décès, dans l'autre il y a un décès, en face il y a un décès. Dans tout Ziguinchor, c'était comme ça", se remémore Khadiyatou Diop, 65 ans, qui a perdu sa mère, un neveu et des cousins.

Doléances

"C'est une plaie qui ne s'est toujours pas cicatrisée. Je ne pense pas qu'elle le pourra, car le comportement qui a suivi dans la gestion de cette catastrophe a été un second naufrage", estime le journaliste Ibrahima Gassama.

Au-delà de la responsabilité individuelle et collective de ceux qui ont mis en service un bateau qui n'était plus fiable, il pointe l'absence de secours, arrivés le lendemain, et les "mensonges" des autorités sur le nombre de victimes.

Au Sénégal, l'enquête judiciaire a conclu à la seule responsabilité du commandant de bord, disparu dans le naufrage. Des responsables mis en cause n'ont pas été sanctionnés, et ont même été promus.

Les espoirs de justice en France, dont 18 ressortissants sont morts, ont ensuite été douchés par un non-lieu définitif après des années de procédure.

Si les familles des victimes ont été indemnisées, l'actuel président Macky Sall ne s'est jamais déplacé aux cérémonies d'anniversaire en tant que chef de l'Etat.

Il a exprimé lundi sur Twitter "la solidarité de la Nation" et assuré que le souvenir resterait "à jamais".

Quelques ministres étaient présents à Ziguinchor. L'un des principaux adversaires de M. Sall, Ousmane Sonko, élu maire de Ziguinchor en 2022, était à Dakar.

Le mémorial à Ziguinchor, promis depuis des années, n'est toujours pas achevé.

AFP

Au Nigeria : Les candidats à la présidentielle se préparent pour 5 mois de campagne



Afolabi Sotunde (Reuta

Le top départ de la course pour l'élection présidentielle au Nigeria sera donné mercredi. Dix-huit candidats sur la ligne de départ espèrent au terme de cinq mois de campagne prendre la tête du pays le plus peuplé d'Afrique au moment où il traverse une grave crise économique et sécuritaire.

Pour remplacer le président Muhammadu Buhari, âgé de 79 ans et qui ne se représente pas au terme de ses deux mandats, deux principaux candidats s'affrontent. Il s'agit de Atiku Abubakar, du Parti démocratique populaire (PDP), et de Bola Ahmed Tinubu, du parti au pouvoir, le Congrès des progressistes (APC). Mais à cinq mois du scrutin, aucun favori n'a encore émergé, et fait rare chez le géant ouest-africain qui a renoué avec la démocratie en 1999, les candidats des deux principaux partis ne semblent pas assurés de pouvoir l'emporter dès le premier tour.

"Contrairement aux six derniers scrutins, le vote de 2023 ne sera pas une course à deux candidats", souligne le professeur Dapo Thomas, de l'université de Lagos.

Richissimes et controversés

M. Tinubu et M. Abubakar, tous deux septuagénaires, richissimes et controversés, devront convaincre les électeurs d'un pays où 60% de la population a moins de 25 ans, et où l'exaspération grandit à l'égard de la vieille classe politique accusée de corruption et de mauvaise gouvernance.

Aussi, un candidat outsider a émergé ces derniers mois. Il s'agit de Peter Obi du parti travailliste, un ancien gouverneur très populaire auprès de la jeunesse et qui bénéficie d'un important soutien sur les réseaux sociaux.

"Mais ce succès médiatique ne se traduit pas facilement en votes", fait remarquer le groupe de réflexion Eurasia. Il s'interroge sur la capacité de M. Obi et son parti à "pouvoir mettre en place, en moins de six mois", un réseau capable de mobiliser "les électeurs dans près de 180.000 bureaux de vote à travers le pays".

Au Nigeria, la participation est généralement faible (33% lors de la présidentielle de 2019) et les jeunes ne sont pas les électeurs les plus actifs.

La politique est aussi largement conditionnée par les soutiens et les millions de dollars que les candidats peuvent investir dans une campagne.

Au total, 18 candidats dont une femme se présentent. Le scrutin aura lieu le 25 février. Les Nigériens éliront également leurs représentants parlementaires à cette date.

La campagne qui s'ouvre officiellement mercredi durera cinq longs mois, ce qui, selon les analystes, pourrait accentuer les batailles internes au sein des partis et aggraver les divisions dans ce pays déjà extrêmement polarisé entre un nord musulman et un sud chrétien.

Divisions entre nord et sud

L'un des sujets centraux de la présidentielle de 2023 est une spécificité nigériane : le "zonage". Selon cet accord tacite, la présidence doit alterner tous les deux mandats entre un candidat du nord, majoritairement musulman, et du sud, majoritairement chrétien.

Ce principe vise à maintenir l'équilibre dans un pays qui compte plus de 250 groupes ethniques et où les tensions entre communautés

sont fréquentes.

Parce que le président Buhari est originaire du nord, la présidence devrait être brigüée par un candidat du sud. Or le PDP a choisi d'ignorer le "zonage" en désignant M. Abubakar, issu du nord-est.

De plus, le parti au pouvoir, l'APC, présente un ticket "musulman musulman". M. Tinubu, musulman originaire du sud, a choisi un candidat à la vice-présidence de la même confession que lui.

La tâche s'annonce rude pour cet ancien gouverneur de Lagos qui bénéficie certes d'une immense influence, mais qui doit porter le bilan catastrophique des huit années au pouvoir de M. Buhari.

Le Nigeria traverse une grave crise économique depuis la pandémie de coronavirus, puis l'offensive russe en Ukraine, qui ont fait exploser les prix des produits alimentaires et du carburant.

La production pétrolière ne cesse de décliner dans le pays qui a perdu ces derniers mois sa place de premier producteur d'or noir sur le continent africain.

- Sentiment anti-establishment -

D'ici à la fin de l'année, le nombre de personnes vivant dans la grande pauvreté devrait dépasser les 95 millions, soit près d'un Nigérian sur deux, selon les projections de la Banque mondiale. Les pénuries d'essence et d'électricité empoisonnent le quotidien de ses habitants.

Outre ce marasme économique, le Nigeria fait face à une insécurité quasi généralisée.

Chaque jour, le pays est meurtri par des violences perpétrées par des groupes criminels et/ou jihadistes, et les autorités, accusées d'être parmi les plus corrompues au monde, sont incapables de les endiguer.

"Les candidats de l'opposition, Atiku et Obi, bénéficieront d'un fort sentiment d'anti-establishment au début de la campagne", selon une analyse du groupe Eurasia.

"Mais les divisions au sein de l'opposition, les avantages du parti au pouvoir et les messages forts de Tinubu" devraient toutefois lui donner l'avantage une fois la campagne lancée, pré-dit-il.

AFP



Équipe nationale : Aliou Cissé livre les clés de la réussite de Sadio Mané



Pour son premier match amical, le Sénégal s'est imposé sur un score net et sans bavure de 2 à 0. Des réalisations signées Boulaye Dia et Sadio Mané ont suffi aux hommes de Cissé pour débiter idéalement leur préparation pour le mondial. Dans cette rencontre, un homme a, comme à son habitude, fait étalage de toute sa classe et ses capacités de leadership : Sadio Mané.

Traversant une période compliquée du côté du Bayern Munich, l'attaquant de 30 ans semble avoir retrouvé des couleurs avec la sélection le temps de ce match amical en multipliant les débordements dans le camp bolivien.

En conférence de presse d'après-match, le coach Aliou Cissé a donné les raisons des bonnes prestations de l'attaquant en équipe nationale : « je n'ai jamais été inquiet du fait qu'il retrouvera son meilleur niveau dans les prochaines semaines et continuera de performer les prochains mois et années. Je n'ai aucun souci sur ça. C'est vrai, en Equipe Nationale, on lui donne un peu plus de liberté, l'équipe joue et tourne autour de lui, et il arrive également à travailler pour l'équipe. Il fait partie de nos meilleurs joueurs et nous voulons le protéger. On voit qu'il est heureux quand il vient en sélection. Nous l'encourageons à continuer »

SOURCE : Seneweb





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une idée géniale pourrait vous parvenir pendant la nuit. Vous la soumettez à votre environnement de travail qui l'accueillera avec enthousiasme. Cette intervention de votre part vous vaudra d'être remarqué par vos supérieurs. Un appel ou un e-mail d'un éventuel acheteur pour votre bien immobilier pourrait vous parvenir. Ne tardez pas, il faut battre le fer pendant qu'il est encore chaud. Vous réussirez à décider cette personne à acheter.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous allez lorgner sur un poste de responsabilités. Ce dernier sera convoité par de nombreuses personnes. Fidèle à vous-même, vous serez prêt à leur griller la politesse pour l'obtenir. C'est pourquoi vous déposerez votre candidature aujourd'hui.

À cause d'un zodiaque excessivement volatile, votre signe va connaître de grosses turbulences financières. En conséquence, vous pourrez faire une croix sur vos projets d'épargne ce mois-ci... Vos rapports avec l'argent seront empreints de colère.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le dicton Un tient vaudra mieux que deux tu l'auras conditionnera votre décision. Sur le fond, vous aurez peut-être raison, mais dans une perspective d'avancement professionnel, votre refus de changement pourrait freiner sérieusement votre évolution.

On essaiera de vous vendre quelque chose, mais comme cela sentira l'arnaque à plein nez, vous ne mordrez pas à l'hameçon. Par ailleurs, vous examinerez attentivement tous les tenants et les aboutissants avant de vous engager dans une affaire financière.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les relations avec les supérieurs hiérarchiques ne sont pas spécialement bonnes. Vous remarquez des dysfonctionnements et des difficultés entre les collègues. De l'éparpillement dans les tâches et un manque de personnel peut réduire la productivité.

Comptez sur des soldes ou des bonnes affaires pour garder la stabilité dans votre vie financière. Il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder de la trésorerie. Des paiements restent importants et empiètent sur le budget consacré aux loisirs.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre astre, le Soleil, placé en Cancer, nourrira votre imagination et votre créativité. Grâce à cela, vous serez en mesure de trouver les solutions adéquates pour chaque problème qui vous sera proposé. Cela vous permettra de progresser dans vos objectifs.

Une idée vous viendra à l'esprit aujourd'hui. Celle-ci aura trait à un placement financier ou une façon de gagner de l'argent à laquelle vous n'aviez pas encore pensé. N'hésitez pas à la mettre en œuvre, c'est une idée porteuse.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans votre travail, vous serez professionnel et extrêmement courtois. Pas la moindre grogne ou le plus petit signe d'énervement. Votre calme sera trompeur. D'ici quelques jours, vous allez donner votre préavis ! Vous avez tout simplement trouvé mieux.

Pour séduire une personne, vous vous mettez tout d'un coup à mener la vie de château. Berline de luxe allemande, beaux vêtements, etc. En fait, tout ne sera que de la location ! Seul le prestige comptera à vos yeux, et le fait d'en mettre plein la vue !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous montrerez très impatient et cela rejillira sur vos activités. Vous ne supporterez pas que vos interlocuteurs tardent à vous répondre. Certes, il faudra que les choses progressent, mais vous ne pourrez pas avancer plus vite que la musique.

Vous croirez que votre manque de rapidité à prendre une décision vous fera louper une affaire en or. Remerciez plutôt les qualités de prudence liées à votre signe, car au contraire, vous gagnerez de l'argent en ne les plaçant pas dans une affaire fumeuse.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le climat professionnel tourne plutôt vers un climat bon enfant. Vous pourriez être satisfait de la journée grâce à une bonne complicité entre collègues. Du changement peut cependant être désiré dans vos fonctions, car la routine commence à être ressentie.

Le contexte est propice à une prudence. La générosité et l'impulsivité sont la cause de dépenses imprévues dans votre budget. Uranus et la Lune en Taureau peuvent vous rendre sensible aux articles destinés à la décoration ou à compléter votre garde-robe.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourriez recevoir une réponse positive à votre demande de mutation, surtout s'il s'agissait d'une demande pour l'outremer ou la côte. Pour tous les Sagittaire en tout cas, ce jour sera celui de la réussite et de la reconnaissance. Vous pourriez avoir une jolie surprise au courrier ce matin. Il pourrait s'agir, en effet d'une somme d'argent que vous devez à l'administration et qui mettra du beurre dans les épinars. À noter qu'il pourrait s'agir d'argent lié à une affaire familiale.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans l'exercice de votre métier, vous aurez une règle d'or ! Même si certains collègues sont devenus vos amis, vous resterez professionnel. En clair, vous ne fermerez jamais les yeux sur leurs erreurs, surtout si vous avez un poste de responsable.

Que ce soit en amour, au travail ou dans tout autre domaine, vous ne vendrez jamais votre âme au diable pour de l'argent. Vous le direz aujourd'hui à votre partenaire. Si possible, vous lui demanderez ou plutôt lui donnerez le conseil de faire de même !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Alors que tout sera en place pour vous permettre d'aller de l'avant, vous hésitez et vous tergiverserez... Sans doute ne disposerez-vous pas de toutes les informations voulues, mais attendre en restant les bras croisés ne sera pas la bonne solution.

Avantagé par Mercure dans votre secteur d'argent, vous disposerez des meilleurs atouts pour défendre vos intérêts. Entre des dossiers administratifs, des accords à valider, vous aurez pas mal de paperasse. Chacune de vos signatures sera de bon augure.



Poisson (19 février - 21 mars)

Après des efforts, la récompense arrive. Vous recevez des encouragements de la part de vos collègues ou de supérieurs hiérarchiques. Pendant des activités, il est recommandé de ne pas prendre à cœur la désorganisation ou le stress sur le lieu de travail.

L'ambiance est à la sérénité et vous rêvez à des achats que vous souhaitez faire. Les paiements sont liés à l'habitat avec le désir d'acquérir des objets décoratifs. Neptune en Poissons change votre relation à l'argent, vous commencez à vous en détacher.

L'information est l'oxygène des temps modernes



Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23